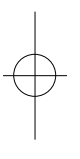


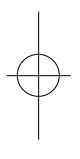


Marie-Hélène Bourcier

Sex and the city: les politiques sexuelles de la ville de Paris entre l'homo republicanus et la norme paritaire

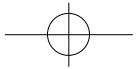


La politique de reconnaissance des questions de genre élargit la « prise en compte » démocratique à une véritable « politique des différences ». Or l'action de la mairie de Paris semble ratifier l'hégémonie gay au sein de l'homosexualité ainsi qu'une définition biologique de la parité, au détriment de la dimension politique de la construction des identités de genre.



Pour JC La Caille et CC sa caille.

Depuis le *coming out* de Bertrand Delanoë sur M6 en 1998 et l'attaque homophobe qu'a subi le maire de Paris à l'automne 2002, il se produit une véritable crise de la représentation dans la capitale de la République. La mairie de Paris développe clairement des politiques sexuelles en reproduisant deux formes classiques d'assignation et d'exclusion, contrairement à ce qu'aurait pu augurer la sortie de placard de son représentant (à condition, bien sûr de comprendre le *coming out* comme une technique d'irruption dans l'espace public qui consiste à



produire une auto-définition ou des contre-définitions évidemment non pathologisantes voire inattendues de ce que « c'est d'être homosexuel » : d'un côté l'homorepublicanus gay au détriment les autres identités de genre (lesbiennes, transgenres, transsexuel(le)s, intersexuels...); et d'un autre côté le féminisme essentialiste et paritariste (défendant « la femme ») contre les lesbiennes, les prostituées et les transsexuelles. La mairie de Paris se retrouve ainsi à générer un triple discours politico-sexuel. Elle joue de plus en plus la carte « républicaine » d'invisibilisation-placardisation de la dimension politique des différences de genre et de sexualités. De ce point de vue, la stratégie de communication après l'agression du maire a été claire : l'identification choisie était celle « des représentants politiques de plus en plus exposés » – à l'instar des élus municipaux de la mairie de Nanterre¹ – plutôt qu'avec les homos assassinés sur les lieux de drague par les casseurs de pédés. Ensuite, cet homorepublicanisme plus propice à de futures ambitions politiques nationales, va de pair avec une politique archigaie qui ne dit pas son nom. Enfin, il faut y ajouter une obligation au paritarisme (l'instrumentalisation la plus pauvre qui soit du féminisme par les politiques) qui empêche le maire de Paris de mener une vraie politique transversale, une politique *queer* des différences.



La politique archigaie de l'homo republicanus.

Sous la République, se dessine une politique archigaie que signifient assez les choix d'affiches pour les récentes campagnes de communication. Le dessin choisi pour l'affiche de la patinoire de Noël installée tous les ans sur la place de la mairie, donne à voir de nombreux patineurs gais. Figure sur l'affiche pour les vœux de fin d'année un couple en glissant pas forcément hétéro. On pourrait dire la même chose de la géniale re-territorialisation de la ville *straight* opérée via des événements comme Paris-Plage et Les Nuits Blanches. Paris-Plage s'est installé sur d'anciens lieux de drague gaie et les salons de la ville de Paris s'inspirèrent de la nuit gaie. La nuit, la plage : deux espaces centraux dans la culture sexuelle gaie ouverts au tout Paris.

L'affaire du centre d'archives des « homosexualités » qui dure depuis octobre 2002 maintenant, est symptomatique du paradoxe intrinsèque de la politique homo républicaine. Le maire de Paris a affirmé à plusieurs reprises sa vision domestique, familiale et républicaine de l'espace – la mairie est la maison de tous – tout en adoubant un projet de centre de documentation et d'archives homosexuelles de Paris

■ Il suffit de lire les quelques extraits du journal de Richard Durn paru dans Corps 9 (n°1, printemps 2003, p.12) pour se rendre compte de la dimension politique et non «schizo-phrène» de son geste.

(Cadhp) à la fois républicain et archigai, pour ne pas dire archihomosexuel. De fait, le projet pour lequel le Conseil de Paris a voté une subvention de 100 000 euros en octobre 2002 excluait toutes les autres minorités sexuelles des circuits de décision et de réflexion. C'est encore le cas aujourd'hui. La seule modification qui est aussi le seul acte posé par le Centre depuis octobre dernier a été de modifier en mai la composition de son conseil d'administration et de son bureau de manière à le rendre paritaire (homme/femme), sachant que la parité ne concerne cependant pas l'attribution des salaires et que son ancrage biologique a une nouvelle fois dessiné la place vide des transsexuel(le)s². Les associations de transsexuel(le)s ont vivement réagi. De fait, l'Interlgbt (proche du PS) qui soutient le projet a lancé un mot d'ordre pour la marche des fiertés (« ensemble contre les discriminations ») alors qu'elle soutient un projet de centre d'archives clairement discriminant.

Le bât blesse aussi au niveau de « l'esprit scientifique » qui est celui du projet. Ce n'est pas l'improbable pluriel paritaire d'une désignation médicale (« homosexuelles ») qui a été critiquée qui suffira à faire croire que les « ancêtres » des lesbiennes, des trans et des bi sont homosexuels. Le terme d'« homosexualité » entérine une lecture médicale des rapports sociaux et des identités de genre et fait comme si cette catégorie n'avait pas été depuis longtemps contestée et vidée de son sens disciplinaire par tous ceux qui ont lutté pour s'en déprendre – lesbiennes, trans, bi et gay compris. Choisie pour ses qualités « fédératrices » (son pseudo universalisme républicainiste), la dénomination efface la problématisation des questions de genre et de son croisement avec les rapports de classe et d'ethnicité, comme en témoigne la fin de non recevoir signifié par les responsables du Cadhp à Phan Hoàng, co-fondateur du centre de documentation de l'Académie Gaie & Lesbienne. L'existence même de l'Académie Gay & Lesbienne a été rejetée par les promoteurs du

■ C'est à l'occasion de la réunion du conseil de l'Interlgbt (Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans) du 24 mai dernier que le Cadhp a présenté son nouveau bureau et s'est vu critiqué par de nombreuses associations dont le Pastt le Caritig, Contact, Le Centre Gai et Lesbien, La Coordination Lesbienne Nationale, le collectif LopattaQ et l'Académie Gaie et Lesbienne.

CADHP et la mairie de Paris: on a en effet « conseillé » à Phan Hoàng de s'occuper d'une association de convivialité asiatique plutôt que de la culture, alors que l'Académie Gay & Lesbienne a été créée (avant l'engagement du candidat Delanoë pour la création du CADHP) par des collectionneurs qui ont déjà sauvé bénévolement environ 20 000 documents.

Cette dénomination masque également le fait que ce projet « bon républicain bon teint » est très significatif de la montée en puissance de l'hégémonie gaie, c'est-à-dire d'une identité

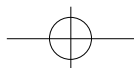
(sexuelle) au détriment d'autres, un phénomène déjà très sensible aux États-Unis et dans le monde anglo-saxon en général depuis les années 90. La démarche annoncée noir sur blanc dans le projet³, qui consiste à s'arc-bouter sur la priorité donnée à « l'homosexualité masculine » sert opportunément à fixer un ordre de passage entre les minorités sexuelles, à ordonner le défilé des revendications qui commencerait par celles des homosexuels et s'effilocherait ensuite dans le temps avec les trans et les intersexes.

Cette invisibilisation de certaines minorités sexuelles et de genre se double évidemment d'une hiérarchisation des archives servie par une conception résiduelle qui fait l'économie des réflexions actuelles sur la question de l'archive des minorités et des sans-voix. Et ce n'est pas la timide reprise des idées sur l'archive productive et populaire travaillées par Archilesb! et VigiTrans – qui fait parfois dire à la vice-présidente du CADHP⁴ que les flyers sont bienvenus dans « leurs » archives – qui peut masquer le type de volonté de savoir-pouvoir, présidant à la mise en place d'un centre fait par les universitaires ou une élite et qui exclut épistémopolitiquement les militants, chercheurs ou non.

À l'heure où les archives lesbiennes de New York et les *subaltern studies* se demandent comment ne pas coller aux archives officielles qui produisent le silence des minorités ou des colonisés (les sources juridiques et médicales pour les minorités sexuelles, les sources de l'administration coloniale anglaise pour les Indiens), le Cadhp se donne une commission « scientifique » très *scientia sexualis* qui épouse dans sa structure même celle de la production pathologisante de l'homosexualité au XIX^e siècle. Mêmes acteurs: un département « médical sexologie et psychologie » et un département « juridique ». Bref, le Cadhp est loin de la neutralité qu'il revendique. Il ne reflète en rien la diversité des méthodes et des approches. Il fait l'économie des courants féministes, post-féministes, lesbiens, queers et transgenres qui

■ Dans leur dossier de présentation, les concepteurs du Cadhp affirment qu'il faudra « commencer par l'homosexualité masculine pour des raisons historiques » en se référant à l'Institut pour la Science Sexuelle fondé par Hirschfeld dans le Berlin des années 20. Précisons qu'Hirschfeld fut tout aussi attentif aux autres types d'« intermédiaires sexuels » ainsi qu'un des premiers médecins à appuyer les demandes de changement de sexe.

■ Florence Tamagne, l'historienne qui a été choisie pour être la vice-présidente du Centre a été critiquée à de multiples reprises par les minorités « sur qui » elle produit sa carrière universitaire ainsi que sur sa conception classique et sa politique de l'archive. D'autant que dans son Histoire de l'Homosexualité en Europe (Seuil, 2000), elle a repris sans guillemets des sources des années 30 reproduisant ainsi le discours classique et les appréciations de l'époque notamment en reprenant terme à terme la description de la vie nocturne des lesbiennes de Berlin de Ruth Margarete Roellig (Les Lesbiennes de Berlin, 1938). On retrouve cet ancrage dix-neuviémisme dans le Centre.



font aujourd'hui la richesse des cultures gaies, lesbiennes, bi et trans. Il affirme une vocation scientifique élitiste et fascinée par le modèle universitaire au point de ne concevoir les minorités sexuelles que comme des sources passives d'archives et d'oublier que l'archive est aussi un discours. Il propose une recollection de l'archive dépolitisée (« l'archive n'est pas la militance⁵ ») à des minoritaires dont beaucoup ont compris la teneur politique de l'archive. Autrement dit, le Cadhp développe un point de vue hégémonique: c'est-à-dire un point de vue masculiniste ignorant de la dimension historique et politique de la construction des identités de genre et qui renaturalise la normalité et la marginalité en plaçant la frontière non plus entre hétérosexualité et homosexualité, mais entre l'homosexualité masculine et les autres sexualités et identités de genre.

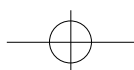
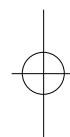
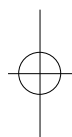
La Cité des Femmes.

Plus significative encore, la façon dont la mairie de Paris a cru pouvoir répondre aux vives critiques de son projet par différentes associations, des groupes Archilesb!, VigiTrans!⁶ et LopattaQ (collectif de pédés *queers*) concernant ce projet de centre d'archives. Après l'hégémonie gay, l'hégémonie de l'aspect le plus régressif du féminisme: celui d'une défense essentialiste de « la femme » au moyen de la mise en avant du même modèle paritaire. Pour « compenser » l'absence des lesbiennes et

■ L'aveuglement est tel que c'est lors de la présentation à l'Interlgbt, devant un parterre d'associations que le nouveau président du Centre a fait cette déclaration.

■ Les groupes Archilesb! et VigiTrans ont lancé des pétitions pour que cesse l'exclusion des lesbiennes, des transsexuel(le)s et des transgenres qui ont recueilli plus de 800 signatures de personnalités, d'universitaires, d'activistes et d'associations en France et à l'international. Aujourd'hui, toutes les associations transsexuelles et transgenres (PASTT, CARITIG, ASB) sont contre le projet en l'état et la mairie de Paris repousse la date pour une réunion de mise à plat du projet depuis plus de deux mois.

des trans, le Cadhp avait même pensé créer en son sein une commission « homme » et une commission « femme » avant d'en arriver à une formule paritaire générale dont on vient de voir les effets, tandis que la presse superposait allègrement conflit homme/femme et « guerre » entre gais et lesbiennes, faisant ainsi comme si les gais étaient des « hommes » et les lesbiennes des « femmes », comme si ces identités de genre considérées comme « normales » et « naturelles » n'étaient pas elles aussi un construit historique et politique. Inspirée de la même vision binariste et essentialiste de la différence sexuelle et exaspérée par la domination masculine assimilée gaie, Anne Hidalgo ressortait opportunément un vieux projet de Centre pour les femmes aux accents fellino-républicain: « la cité des femmes ». Et de cultiver derechef l'homologie entre lesbiennes/femmes et gais/hommes, construisant par-là les gais de la



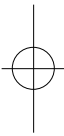
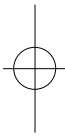
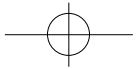
mairie de Paris comme des hétéro-patriarcaux ou des dominants masculins⁷. Ceux-ci intériorisent d'ailleurs suffisamment la consigne et la critique⁸: c'est ainsi que les représentants d'Archilesb!, de VigîTrans et de LopattaQ assistèrent médusés, lors de leur rendez-vous avec Christophe Girard, adjoint à la culture, à la réaffirmation absolue et jugée rassurante d'un engagement en faveur de la parité

homme/femme alors qu'ils étaient venus demander une forme de représentativité culturelle conforme à la diversité des identités sexuelles et de genre qui débordent largement le binarisme de la différence sexuelle.

Par son retour à une vision biologisante des « deux sexes et des deux genres », la parité est sans doute l'instrument politico-sexuel le plus grossier et le plus hégémonique qui soit. En raison à la fois de son évidence égalitaire (50/50) et de sa puissante valeur normative, cet outil au lieu de beaucoup d'autres est devenu la marotte des campagnes électorales depuis 1995. Préférée aux quotas et à la discrimination positive qui amèneraient d'ailleurs à des calculs bien plus proches de la réalité historique et culturelle de l'exclusion des femmes du champ politique (on excéderait la barre des 50 % pour les femmes), la parité débouche immanquablement sur une ré-ontologisation de la différence sexuelle et du régime sexe/genre/orientation sexuelle dominant qui y correspond, à savoir l'hétérosexualité. Ce qu'ont assez démontré certaines propositions de mise en pratique de la parité via le scrutin binominal, avec un ticket comprenant un homme et une femme ou les projets de division en deux des circonscriptions existantes et les récents blasons conjugaux d'une parité électoralisée par un Chirac ou un Jospin: Bernadette et Jacques, Sylviane et Lionel durant la dernière campagne des présidentielles. Biologisante, renaturalisante, la parité sexuelle est aussi excluante. C'est un appauvrissement du concept même de parité, une confiscation de celui-ci au profit d'une identité qui n'avoue pas son nom: celle de la femme. En effet le paritarisme n'a pas toujours été, loin de là, indexé à la différence sexuelle. On a connu l'outil nettement plus social notamment avec ses applications dans les relations ouvriers/patrons, employeurs/salariés dans les organismes de gestion de la sécurité sociale. Or, depuis que les féministes essentialistes l'ont appauvri, l'argumentation paritariste est devenue un pur produit du féminisme bourgeois français qui fait l'impasse sur le croisement des oppressions (de race, de classe et de genre) et la question des sexualités.

7 Cf l'article « Les élues parisiennes critiquent les conditions d'exercice de leur mandat », paru dans *Le Monde* daté du 5 mars 2003.

8 Cf l'article « Les élues parisiennes critiquent les conditions d'exercice de leur mandat », paru dans *Le Monde* daté du 5 mars 2003.



À la suite de Jospin et du PS, l'équipe Delanoë a repris le projet paritaire dans ses propositions électorales. En faisant de sa première adjointe la responsable de la parité, il a ré-inscrit dans la ville la violence de la différence sexuelle. Il favorise la réification de la différence homme/femme dans sa vision inévitablement différentialiste et/ou essentialiste. Avec des effets en cascade sur les politiques sexuelles de la mairie. Premièrement: gommer la différence entre gai et hétérosexuel et ramener les gais et les lesbiennes (la paire pour la parité) à une assignation de sexe biologique. Or les cultures gaies, lesbiennes et trans sont précisément des hauts lieux de contestation du régime sexe/genre normatif et arbitraire. Après avoir été mis en position pathologisante pour avoir été pointés et stigmatisés comme contre-genres (inverti(e)s) parce qu'ils mettaient à mal un alignement pseudo-naturel entre sexe et genre, les dissidents du genre exploitent maintenant positivement cette dénaturalisation d'une relation sexe/genre obligée qui n'est que l'effet de la construction hétérosexuelle. Il y a désormais les hommes, les femmes mais aussi le reste du monde. Deuxièmement, réassigner les lesbiennes à leur «condition de femmes» notamment en proposant d'annexer celles-ci au projet de Cité des Femmes, laissant aux gais – aux hommes – le Cadhp. Ceci en parfaite méconnaissance du fait que le mouvement lesbien a scissionné du mouvement féministe en 1980, que s'est créé un festival de films lesbiens en 1988 pour pallier l'effacement des lesbiennes dans le Festival International de Films de Femmes de Créteil, que nombre de lesbiennes ne s'identifient plus comme des femmes, et, si c'est le cas, certainement pas avec la féminité hétérosexuelle. Troisièmement, l'impasse est faite sur les transsexuelles et les transgenres, d'autant qu'une partie du mouvement et de la culture transgenre procède à des redéfinitions de genre et des modifications corporelles qui ne se situent plus et ce, volontairement, dans le cadre trop étroit et binaire de la différence sexuelle.

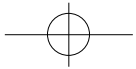
Impasse également sur les archives des prostitué(e)s. Il faut dire en effet que la position abolitionniste de la municipalité en matière de prostitution est indissociable d'un projet qui ne peut penser la prostituée que comme victime aliénée (qu'il s'agit de réintégrer, de resocialiser, de reconstruire...) et qu'il s'agit de libérer moins pour elle-même que pour défendre une digne vision de « La Femme ». Dans ce dernier cas de figure, et dans le même esprit d'intégrationnisme républicain qui anime aussi les concepteurs du Cadhp, la production de la figure de la prostituée – de même que la production de l'homosexualité dans le Cadhp – font l'objet d'un savoir-pouvoir, d'un geste disciplinaire adéquat qui là aussi va de pair avec une volonté de refuser aux prostitué(e)s le statut

de sujet politique, de rejeter la créativité des politiques minoritaires au profit de la politique *straight* qui au PS comme ailleurs n'a pas su tirer les leçons du 21 avril relativement à la manière de faire la politique. Voilà qui aura bien évidemment pour conséquence de faire des prostitué(e)s non les sujets de leur propre discours mais les objets du discours et de les invisibiliser.

On peut ainsi s'interroger sur les présupposés de l'enquête sur la prostitution commanditée par la mairie de Paris et pilotée par Janine Mossuz Lavaud. Cette recherche est en effet dirigée en amont comme en aval par Judith Trinquart et Malka Marcovitch, actuelle présidente du MAPP (Mouvement pour l'Abolition de la Prostitution et de la Pornographie). Bel agencement disciplinaire (politico-juridico-médical) pour une volonté de savoir-pouvoir qui devrait amplement suffire à re-pathologiser la prostituée, dans le droit fil de la thèse de Judith Trinquart, médecin de son état et qui vient de rendre public son point de vue dans *La Décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle: un obstacle majeur à l'accès aux soins* (thèse de doctorat de médecine générale, 2002). Il s'agit de produire une déviance à corriger ou à soigner mais aussi de procéder à un double effacement: celui de la prise de parole politique des prostituées (telle qu'elle s'est manifestée dans l'espace public lors de la résistance contre les lois Sarkozy) mais aussi telle qu'elle peut exister en laissant les prostituées être les agents de leur propre discours, de leur savoir, de leur identité⁹ et de leur politique. Du coup, ce sont aussi les espaces de production de savoir communautaire qui seront exclus. Je pense notamment à des associations comme Cabiria, qui sont sans cesse sollicitées pour leur savoir (et qui sont de fait plus légitimes que les instances de recherches vendues à la Marie et épistémopolitiquement situées du côté des subalternes) mais à la condition de ne pas être citées explicitement puisque ce ne sont pas des pairs (entendez «universitaires»...)

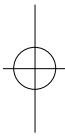
Gageons que toutes ces précautions scientifiques prises et une fois le corps de la victime prostituée enfin re-circonscrit, pathologisé et mis au redressement intégrationniste, il sera alors possible de la reléguer hors de la Cité des Femmes rebaptisée pour l'occasion Cité de la Femme Française. C'est que «la menace pute» – et ce n'est pas un hasard si la prostituée est toujours suspectée d'être un puissant vecteur de contamination – est particulièrement redoutée des paritaristes abolitionnistes qui pour défendre leur conception essentialiste de la femme travaillent sans relâche au maintien de la séparation et donc de la différence entre la

⁹ Comme le prouve avec force le livre de Claire Carthonnet qui vient de paraître: *J'ai des choses à vous dire, une prostituée témoigne* (Paris: Laffont, 2003)

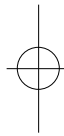


femme et la pute. Or cette frontière est complètement poreuse puisque la performance de la féminité obligatoire et dominante est en continuité directe avec la performance de la féminité pute/salope. La culture sexuelle favorisée par la politique abolitionniste menée par la mairie de Paris est hétérocentrée et donc puto-phobe en ce qu'elle régule la production de la figure de la prostituée.

Voies de traverse.



Paritaire ou non, l'homo republicanus confond l'égalité avec la justice. Les antiparitaires ont raison de souligner les effets *backlash* de la parité mais ne tiennent pas toujours compte de la poussée masculiniste actuelle qui est aussi une réaffirmation d'une certaine masculinité dominante et renaturalisante. Derrière la parité, il y a bien une politique de l'identité, c'est celle de la femme, hétérocentrée, qu'a toujours mené le féminisme à de rares exceptions près (certains courants post féministes et féministes *queers*). Derrière le citoyen, il y a une politique implicite de l'identité, celle du sujet républicain qui n'est pas l'individu abstrait de l'universalisme mais de facto le sujet masculin blanc hétérosexuel comme l'ont souligné elles-mêmes les féministes. La parité agitée par les féministes ou les gais de la ville de Paris est une réaffirmation de « l'universalisme de la différence sexuelle » et de l'hétérosexualité. Du même coup, elle constitue une renaturalisation de ces deux productions culturelles et politiques. Raison pour laquelle on ne saurait y voir un « communautarisme », cette chose anglo-saxonne. Si le spectre de l'Amérique hante les politiques sexuelles françaises, l'accusation communautariste est bien digne d'une France post-coloniale qui met en équation/accusation le communautarisme et le fondamentalisme musulman, et bien souvent les Français musulmans, les « Arabes » tout court. Au terme repoussoir et aveuglant de « communauté », il faut substituer celui d'identité et resituer tout le débat des politiques sexuelles par rapport aux politiques de l'identité. De fait, celles-ci sont dûment menées. La mairie de Paris cristallise exemplairement la situation politico-sexuelle française : ce qui s'y joue, c'est une concurrence en termes de politiques de l'identité, identité républicaine comprise. Le pouvoir recouvrant et intimidant de l'argument paritaire ne saurait masquer les luttes entre politiques *straight* et politiques *queers*, entre la défense essentialiste de « La femme » et la montée en puissance de l'identité gay, au détriment d'autres identités sexuelles de genre et/ou ethniques qui se retrouvent aux marges : les trans, les prostitué(e)s, les handis, certains gais, les lesbiennes, les enfants d'immigrés voilés ou pas. La mise en branle de la Cité des Femmes contre le Cadhp peut être



lue comme un indice non seulement de la crise de représentativité que ne pouvait manquer de provoquer l'entrée en fonction d'un maire gai mais aussi, comme une crise de l'hétérosexualité plutôt que comme une solution à la crise de la représentativité, la charge paritaire devant être comprise comme une réaction hétérocentriste.

Il apparaît pourtant de plus en plus clairement que le modèle de la différence sexuelle n'est qu'un paradigme naturalisant déconstructible, et que ce modèle a été largement battu en brèche par la théorisation et le vécu des masculinités et des féminités comme performances¹⁰ ou technologies¹¹. Cependant, paritaires et anti-paritaires l'oublient vite, s'en remettant à un reste de nature incompressible (le sexe¹² versus le genre), à une ontologie de l'homme et de la femme. Alors que précisément l'assignation de genre dûment consignée par l'état civil¹³ est l'une des plus flagrantes preuves de la force performative qui préside à la « sexualisation » et non de son existence à l'état brut et universel. Pour le dire avec De Lauretis, lorsqu'elle applique au genre ce que Foucault avait appliqué au sexe : « Le genre n'est pas la propriété des corps ou quelque chose d'originel chez les êtres humains, mais « l'ensemble des effets produits dans le corps, les comportements et les relations sociales », le déploiement d'une « technologie politique complexe » pour reprendre les termes de Foucault. »¹⁴

Le binarisme forcément naturalisant à terme n'est pas l'apanage des paritaires ou des différentialistes. On le retrouve de manière flottante mais inéluctable chez les universalistes françaises dont on se demande encore comment elles ont pu faire l'économie de la critique de l'universalisme, et notamment de son ancrage colonial. Ni la parité ni l'égalité abstraite et binaire en droit ne pourront fixer la dérivabilité intrinsèque des genres et la prolifération des « identités » sexuelles traversées et composées par les oppressions de classe et de

¹⁰ Judith Butler, *Gender Trouble, Feminism and the Subversion of Identity*, New York: Routledge, 1990.

¹¹ Teresa de Lauretis, *Technologies of Gender*. Bloomington et Indianapolis : Indiana University Press, 1987.

¹² Alors que nombre d'épistémologues de Fausto Sterling à Fox Keller ont montré à quel point le sexe biologique que l'on sépare si aisément du genre, comme substrat biologique indéniable et fondateur, est tout aussi bien une production discursive et disciplinaire.

¹³ Cf les butées définitionnelles ultimes et transphobes de la différence homme/femme selon Janine Mossuz-Lavau : « la réponse est qu'il y a des hommes et des femmes, que l'on naît homme ou femme et que, lorsqu'une naissance est déclarée dans une mairie, il est aussitôt fait mention du sexe du nouveau-né, et que la fameuse « commune humanité » se traduit nécessairement par son incarnation dans des hommes et des femmes, qu'il y a peu de personnes humaines (si l'on laisse de côté le problème des transsexuels) qui ne sont pas soit des hommes soit des femmes (...) Une autre différence n'apparaît guère, elle aussi, susceptible de s'effacer dans l'avenir, celle qui concerne la sexualité ■■■

■ même des hommes et des femmes. Pour avoir des relations sexuelles et prouver ainsi sa virilité, au bout du compte son identité, l'homme doit être en mesure d'avoir une érection. Ce qui le pousse à devoir démontrer, prouver, apporter en permanence les garanties de sa masculinité, et qui n'a pas son correspondant, son trait symétrique chez les femmes.» in Femmes/Hommes, Pour la Parité, Presses de Sciences Po, coll La Bibliothèque du Citoyen, 1998, pp. 74 et 76. C'est nous qui soulignons.

¹⁴ Teresa de Lauretis, op cit., p. 3 (notre traduction).

¹⁵ Sur ce sujet voir notre Freaks le retour, ou comment se faire des identités et des post-identités à partir du système sexe/genre dominant, Cahiers de l'imaginaire, Penser le sexe. De l'utopie à la Subversion ?, Presses Universitaires de Montpellier, à paraître en octobre 2003.

¹⁶ Badinter, Fausse Route, Paris: Odile Jacob, 2003, pp. 168-169. C'est nous qui soulignons.

¹⁷ ...que favoriserait la victimisation générale des hommes et des femmes inscrite juridiquement par le féminisme à l'américaine.

¹⁸ Badinter, ibid., pp. 171-172. C'est nous qui soulignons.

¹⁹ Cf Attirances, Lesbiennes Fems/Lesbiennes Butchs, in Lemoine C. & Renard, I, (dir.) Paris: Éditions gaies & lesbiennes, 2001 et Parce que les lesbiennes ne sont pas des femmes: autour de l'œuvre politique, théorique et littéraire de Monique Wittig, Paris: Éditions gaies & lesbiennes, 2002.

race depuis que les minorités sont entrées en phase réflexive productive et politique.

À côté de la « fausse route » et du détour qu'on nous dit nécessaire par des stéréotypes de la « virilité » pour préserver une masculinité entamée parce qu'enfin dénaturalisable, il y a le déploiement des masculinités non *straight*¹⁵. Il y a des voies de traverse. Il y a mieux que le retour du psychologique – tout aussi menaçant que le retour du biologique – pour comprendre la constructibilité et la politique des genres. La conception de la sexualité masculine comme pulsion privée, indépendante et imprévisible est un empêchement de penser la dimension politique de celle-ci, le fait qu'elle soit justement une production discursive, une performance comme une autre, une technologie de sexe et donc modifiable. Dans son dernier ouvrage certes anti-paritaire mais singulièrement peu informé et conservateur, c'est une vision extrêmement pré-foucauldienne, freudienne et pré-féministe, républicaine et un tantinet masculiniste que nous propose Badinter: « La sexualité n'obéit pas à la seule conscience ni aux impératifs moraux tels qu'on les définit à une époque ou à une autre. Elle ne se confond pas non plus avec la citoyenneté. Elle appartient à un tout autre monde, fantasmatique, égoïste et inconscient. C'est pourquoi l'on se prend à rêver quand on lit que « il est temps que les hommes remettent en question leur sexualité. [...] Comme si le militantisme pouvait mettre au pas la pulsion masculine. »¹⁶ Tant de ferveur à affirmer l'impénétrabilité et l'immuabilité du continent noir masculin fait l'économie de toute la critique de l'hypothèse répressive de Foucault et notamment de la notion de censure productive ; en outre, elle est contradictoire avec l'effroi que manifeste Badinter tout au long du livre quant à une possible altération de la masculinité, via une

choquante « efféminisation. »¹⁷ Ce qui l'amène à prescrire de fixer pour un temps sur une conception dualiste et à défendre une maigre doxa en matière de masculinité et de féminité : « Imposer aux petites filles et aux jeunes garçons les mêmes jouets, activités et objets d'identification est absurde et dangereux. L'apprentissage de l'identité sexuelle est vital et, n'en déplaise à certains, elle se fait par oppositions, caricatures et stéréotypes » [...] Le petit garçon n'est pas un ours et l'on ne joue pas avec l'acquisition de l'identité sexuelle. »¹⁸ Une contradiction interne qui rend d'autant plus improbable le sujet asexué et dé-genré, défendu par ailleurs par Badinter. D'autant que les premiers concernés par les assignations de normativité sexuelle et d'identités de genre ont su depuis longtemps déborder ces mêmes identités de genre en les excédant: le pédé *bear* (poilu et bien en chair) profite bien de son identification nounours ; la *butch*¹⁹ (celle qui s'approprie les codes de la masculinité, qu'elle soit lesbienne ou non) se moque bien des tressaillements de Sylviane Agazinski²⁰ devant une possible et coupable identification masculine, ainsi que des prescriptions essentialistes d'Antoinette Fouque en matière de sensualité féminine ou de rôle maternel. Le *sissy boy* (la petite fille manquée) et la *drag queen* défont la pseudo naturalité du système sexe/genre hétérocentré dominant qui présuppose une continuité sexe/genre²¹. Ils savent que tout « genre » (identité de sexe) est une performance sans original, à commencer par la féminité et la masculinité hétérosexuelles. À cette déconstruction et cette multiplication des masculinités et des féminités, il faut ajouter les acquis de la *sex war* des années 80 et 90²², toujours à moitié racontée dans sa version française, à commencer par Badinter²³. C'est précisément ce retour du biologique, de la

²⁰ Alors que Badinter veille sur la frontière homme/femme pour éviter une regrettable efféminisation de la masculinité, Agacinski, en bonne différentialiste essentialiste s'émeut de la masculinisation des femmes. Cf *Politiques des Sexes*, Paris: Le Seuil, 1998 et ses déclarations dans la presse, notamment *Le Monde* du 18 juin 1996.

²¹ Au genre « biologique féminin » correspondrait « naturellement » un genre en continuité, féminin avec un choix d'objet sexuel opposé. Un système qui présuppose deux et seulement deux genres: le masculin et le féminin complémentaires pour la reproduction. Mais si la féminité ne doit pas être nécessairement naturellement la construction culturelle d'un corps féminin (la drag queen) et si la masculinité ne doit pas nécessairement, naturellement, être la construction culturelle d'un corps féminin (les masculinités féminines, les drag king, les butch, les transgenres...), si elle n'est pas le privilège des hommes biologiquement définis, c'est que le sexe ne limite pas le genre et que le genre peut excéder les limites du binarisme sexe F/sexe M.

²² L'ouvrage de Lisa Duggan et Nan.D. Hunter, *Sex Wars, Sexual Dissent and Political Culture* (Londres, New York: Routledge, 1995) en donne déjà un bon aperçu en relatant notamment les actions et productions théoriques de FACT (Feminist Anti-Censorship Taskforce).

²³ Qui se contente de citer les ouvrages de MacKinnon ou Dworkin et ignore ■■■


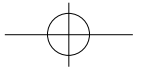
■■■ manifestement les différences entre féminisme radical, féminisme libéral, féminisme lesbien, féminisme culturaliste et féminisme matérialiste...

²⁴ Cf Living Chicana Theory, Carla Trujillo (dir.), Berkeley, California: Third Woman Press, 1998 et plus particulièrement l'article de Chéla Sandoval, «Mestizaje as method: Feminists-of-Color challenge the canon», pp. 352-370.

²⁵ Ibid., p. 1.

²⁶ Sur les prolongements queer de la politisation de la subjectivation et du savoir, voir Differences: A Journal of Feminist Cultural Studies, «Queer Theory, Lesbian and Gay Sexualities», summer 1991, vol 3, Brown University Press, ainsi que Multitudes n° 12, printemps 2003, «Féminismes, Queer, Multitudes».

renaturalisation et de l'essentialisme qui ont massivement été contrés par les féminismes dits de « la deuxième vague » (post-marxiste, *queer*, post-féminisme pro-sexe: Spivak, Fraser, Hartsock, Wittig, Butler, De Lauretis, et bien d'autres), tous très loin des sanglots longs de la victimisation des femmes... et des hommes (sans parler des apports des études transgenres). À nombre de stratégies d'*empowerment*, les féministes constructivistes ou les radicales du sexe (Rubin, Califia) et les féministes post-coloniales ont ajouté des niveaux de réflexion et de réflexivité qui nous manquent cruellement en France: non seulement une remise en question justement du sujet cartésien moderne universaliste, mais aussi une politisation de la subjectivité et de l'identité qui nous permettrait de déplacer le débat hors des binarismes homme/femme, universel/différentialiste, universel/communautariste à partir du moment où l'on re-conçoit le sujet du féminisme comme le font la stratégie *cyborg* de Donna Haraway, les registres identificatoires que procure la théorie *chicana*²⁴, ou la dés-identification d'avec « les femmes » qu'a pu inspirer Monique Wittig. C'est de ce sujet féministe post-moderne ou *queer* dont Teresa de Lauretis affirmait la nécessité politique et conceptuelle dès 1987. Dans *Technologies of Gender*, De Lauretis insiste sur le fait que l'équation genre = différence sexuelle, très pratiquée dans le féminisme des années 60-70, est devenu une limitation pour la théorie féministe. Parce qu'elle s'est traduit par un développement monogéné de la pensée (féminisme identifié femme des *women's studies*, de l'écriture féminine...) et parce que « le fait de continuer à poser la question du genre dans les termes de la différence sexuelle, une fois que la critique du patriarcat a été totalement faite, emprisonne la pensée féministe dans les termes du patriarcat occidental lui-même, le contient dans le cadre d'une opposition conceptuelle qui est « toujours déjà » inscrite dans ce que Frédéric Jameson appellerait « l'inconscient politique » des discours culturels dominants et leurs grands récits sous-jacents. »²⁵ D'où l'idée d'exploiter le potentiel épistémologique radical perceptible dans les écrits féministes des années 80 et qui laissent entrevoir des relations différentes entre subjectivité féministe et socialité²⁶.



C'est une politique des différences qui devrait ainsi animer les politiques sexuelles de la ville de Paris. En relation avec les anciens et nouveaux conflits d'identités (ceux qui se cachent, ceux qui se visibilisent), avec des politiques des identités qui sont déjà menées – à commencer par la politique de l'identité hétérosexuelle et en tirant parti des savoirs et des stratégies post-identitaires qui ont surgi. Des identitaires qui n'avaient pas peur de se nommer comme tels et par-là même purent se critiquer : les gais, les lesbiennes, les transsexuel(le)s, les prostitué(e)s esquissant précisément le geste *queer* pour s'identifier comme tel ou bien pédés, gouines, putes ou transgenres parce que ce geste est avant tout un rapport hypercritique aux identités (sexuelles). Il faut distinguer entre le différentialisme essentialiste (le féminisme de la mairie de Paris qui inclut les lesbiennes et exclut les prostituées) et des politiques des différences fondamentalement constructivistes. Le modèle de la politique des identités n'est pas celui de l'affirmation naturalisante d'une identité en phase d'hégémonie par rapport à d'autres et qui pour cette raison a recours à la naturalisation. C'est justement à ce moment précis qu'intervient la politique *queer* dans un effort de dénaturalisation, dans un mouvement d'affirmation identitaire post-identitaire producteurs d'identités et de cultures nouvelles. C'est de cette manière que l'on évite les figements naturalisants et les effets opprimants des identités dominantes ou hégémoniques et non en niant leur existence.

